Les formations professionnelles de l'enseignement supérieur en France au prisme de l'insertion et de la mobilité sociales des diplômés

Vocational programmes in French Higher Education within the transition to work and social mobility for graduates

Julien Calmand, Jean-François Giret et Christine Guégnard

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/osp/4307>

DOI : 10.4000/osp.4307

ISSN : 2104-3795

Éditeur

Institut national d'étude du travail et d'orientation professionnelle (INETOP)

Édition imprimée

Date de publication : 7 mars 2014

ISSN : 0249-6739

Référence électronique

Julien Calmand, Jean-François Giret et Christine Guégnard, « Les formations professionnelles de l'enseignement supérieur en France au prisme de l'insertion et de la mobilité sociales des diplômés », *L'orientation scolaire et professionnelle* [En ligne], 43/1 | 2014, mis en ligne le 07 mars 2017, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/osp/4307> ; DOI : 10.4000/osp.4307

Ce document a été généré automatiquement le 30 avril 2019.

© Tous droits réservés

Les formations professionnelles de l'enseignement supérieur en France au prisme de l'insertion et de la mobilité sociales des diplômés

Vocational programmes in French Higher Education within the transition to work and social mobility for graduates

Julien Calmand, Jean-François Giret et Christine Guégnard

Introduction

- 1 Rapprocher le système éducatif du monde des entreprises, faciliter l'insertion professionnelle des étudiants ou répondre aux besoins en compétences du marché du travail sont quelques-unes des raisons fréquemment évoquées pour justifier le développement des formations professionnelles dans l'enseignement supérieur français et particulièrement à l'université (Dupeyrat, 2001). Si dans l'histoire de l'université française, la vocation professionnelle a longtemps dominé, notamment dans le droit et la médecine, on assisterait aujourd'hui à une généralisation de celle-ci, la norme devenant « la visée professionnalisante de l'offre de formation » (Wittorski, 2012, p. 2). Depuis les années soixante, une série de diplômes professionnels dans l'enseignement supérieur ont été créés de bac + 2 à bac + 5 afin de répondre aux demandes du monde économique et particulièrement du secteur privé, pour des emplois de techniciens mais aussi de cadres et d'ingénieurs. Certains d'entre eux, comme les brevets de technicien supérieur (BTS) dans les lycées occupent une position spécifique en accueillant très largement une nouvelle population étudiante de milieux sociaux plus populaires, qui jusque-là s'excluaient ou étaient exclus des études postbaccalauréat (Orange, 2011). Ce constat est nettement moins évident pour d'autres formations professionnelles universitaires, notamment lorsque le niveau d'études augmente.

- 2 Dernière formation professionnelle de l'enseignement supérieur à être créée en 1999, la licence professionnelle correspond au premier niveau de la structure européenne harmonisée des diplômes. Cohérente avec le niveau *bachelor*, elle permet une sortie de l'enseignement supérieur à bac + 3 qui n'existait pas en France, sauf pour l'accès aux concours administratifs après une licence. Se posait la question des besoins en qualification dans le secteur privé à ce niveau, alors que les sorties des filières professionnelles au niveau bac + 2 permettaient dans l'ensemble une insertion professionnelle rapide sur des emplois clairement identifiés par les employeurs (Martinelli, 2001). Cependant, du point de vue de l'offre, cette licence répondait à la pression des étudiants diplômés de bac + 2 qui prolongeaient leurs études et aux efforts de nombreux enseignants entrepreneurs à l'origine de la création et du développement de ces formations (Agulhon, 2007).
- 3 Comme le souligne Teichler (2007), alors que durant ces dernières décennies de nombreux pays européens ont connu une dérive académique de leur enseignement supérieur, transformant de nombreux instituts professionnalisés en universités, le système français semble s'être inscrit dans une démarche plutôt opposée¹, de professionnalisation diffuse et progressive de ces formations. Si l'importance du stage et la présence d'intervenants professionnels sont systématiquement plébiscitées, les formes d'alternance, le ciblage d'un métier ou d'un secteur précis, les structures et l'organisation des enseignements diffèrent d'un diplôme à l'autre et peuvent même varier au sein de chaque formation. Ainsi, la diversité des licences professionnelles qui se trouvent soit dans des lycées, soit dans des instituts universitaires de technologie (IUT), soit au sein des unités de formation et de recherche (UFR) souligne bien l'hétérogénéité de ce mouvement de professionnalisation (Maillard & Veneau, 2003).
- 4 Cet article propose d'étudier les performances des diplômés issus des filières professionnelles de l'enseignement supérieur en France, notamment en période de crise économique où la professionnalisation est censée avoir un effet protecteur. Nous nous interrogerons dans un premier temps sur les causes généralement évoquées pour justifier la meilleure insertion des diplômés en se référant à la littérature. Nous testerons ensuite cette question empiriquement, à partir de données du Céreq, sur l'insertion professionnelle et la mobilité sociale des jeunes sortis des filières générales et professionnelles de l'enseignement supérieur. L'objectif est de comparer la situation sur le marché du travail de plusieurs cohortes de diplômés, avant et pendant la crise économique actuelle. Pour ce faire, nous exploiterons trois enquêtes longitudinales *Génération* du Céreq menées auprès des sortants de l'enseignement supérieur, interrogés en 2004, 2007 et en 2010, trois ans après l'obtention de leur diplôme. Ces enquêtes représentent l'une des principales sources d'information concernant l'entrée des jeunes dans la vie active en France.

La professionnalisation : un atout pour accéder au marché du travail ?

- 5 L'insertion des jeunes sur le marché du travail est généralement présentée comme la principale justification de la professionnalisation. Or, il convient de se demander si le développement de la professionnalisation dans l'enseignement supérieur peut réellement modifier le devenir professionnel des diplômés et les protéger d'une dégradation de leurs

conditions d'emploi. Dès l'apparition, à la fin des années quatre-vingt, des difficultés d'entrée dans la vie active des diplômés, les formations universitaires ont souvent été fortement critiquées en France, car considérées comme trop éloignées des besoins du monde économique. Depuis une dizaine d'années, les différents rapports produits sur l'enseignement supérieur ont constamment réaffirmé la nécessité de professionnaliser l'université en l'adaptant aux besoins du marché du travail (Hetzel, 2006 ; Goulard, 2007). Cependant, comme le souligne Rose (2008), ce plaidoyer pour la professionnalisation mérite quelques nuances. D'une part, cette professionnalisation de l'université n'est ni un phénomène nouveau ni limitée à l'enseignement supérieur. Elle s'inscrit dans un « mouvement général du système éducatif marqué par une expansion de l'apprentissage, une structuration des filières technologiques, une montée en puissance des bacs professionnels et un développement des stages en cours de formation » (Rose, 2008, p. 44). D'autre part, l'efficacité des filières professionnelles reste complexe à évaluer, même si les enquêtes d'insertion montrent de manière récurrente un avantage de ces diplômés sur le marché du travail.

- 6 La préparation du jeune à une carrière où les mobilités professionnelles peuvent être nombreuses suppose des compétences transférables sur le long terme, notamment pour s'adapter à l'évolution des emplois les plus qualifiés. Il convient de savoir s'il existe une opposition entre l'apprentissage de compétences spécifiques disciplinaires permettant un accès rapide à l'emploi et des compétences plus générales (méthodologiques, organisationnelles, relationnelles...) favorisant, par exemple, l'accès à un niveau de qualification plus élevé. La réponse n'est pas si facile. Vergnies (1994) a déjà montré qu'en matière d'accès à l'emploi et de stabilisation, le moyen terme ne vérifiait pas toujours le court terme : l'avantage des diplômés des formations professionnelles de niveau III s'estompait progressivement au fil des ans par rapport aux sortants des deuxièmes cycles universitaires. Depuis une vingtaine d'années, les débouchés des diplômés du supérieur se sont néanmoins transformés : la baisse des embauches dans le secteur public, au niveau licence comme au niveau master, a modifié les opportunités des jeunes sur le marché du travail et leur mode de recrutement, au détriment de nombreuses formations générales qui préparaient aux concours administratifs. Par ailleurs, on peut se demander s'il n'est pas trop réducteur d'associer les formations professionnelles à la production de compétences strictement spécifiques. Comme le soulignent Agulhon, Convert, Jakubowski et Gugenheim (2012), de nombreux diplômes d'études supérieures spécialisées (DESS), à leur âge d'or, résultaient d'une véritable intégration d'une demande professionnelle à un champ de recherche, ce qui se traduisait au niveau pédagogique par la volonté d'enseigner un savoir théorique en lien avec les savoirs scientifiques. Il n'y a pas pour ces derniers une contradiction entre la professionnalisation de la formation et l'incorporation de compétences académiques plus larges. En revanche, d'autres formations professionnelles, créées pour répondre à des besoins économiques de court terme et étant même déconnectées dès leur création des besoins des entreprises, peuvent être plus sensibles aux aléas du marché du travail. Enfin, de manière plus générale, la professionnalisation n'est pas toujours synonyme d'une plus grande spécialisation. D'une part, certaines formations professionnelles, notamment au niveau bac + 2, sont considérées comme aussi propédeutiques au niveau de la poursuite d'études que de nombreuses licences universitaires (Gendron, 2004). D'autre part, leur avantage sur le marché du travail tient beaucoup plus à une rapidité d'accès à l'emploi qu'à une forte

adéquation entre les spécialités de formation et les débouchés professionnels (Giret & Moullet, 2005).

- 7 La professionnalisation de l'enseignement supérieur s'est par ailleurs développée dans un contexte d'élévation du niveau des diplômes. Or, plus que dans d'autres pays, la France se caractérise par le fait que le diplôme joue un rôle de signal sur le marché du travail (Dupray, 2001 ; Lemistre, 2003). Dans ce cadre, on peut se demander si ce ne sont pas le caractère sélectif des diplômes professionnels et la spécificité de leurs modes de sélection, plus que le contenu de la formation, qui facilitent l'entrée des jeunes dans la vie active. Contrairement à l'enseignement secondaire, l'accès aux formations professionnelles de l'enseignement supérieur constitue rarement une orientation par défaut. En matière de sélection, les exigences des enseignants de ces filières, lorsque l'on s'élève dans la hiérarchie des diplômes, se réfèrent à des critères professionnels (stage, motivation, projet professionnel) mais également académiques². L'obtention d'un diplôme professionnel permet tout autant de garantir un niveau général de compétences en proposant, de plus, un signal sur le marché du travail plus homogène du fait du processus de sélection. Dans de nombreuses formations, les employeurs font partie intégrante des jurys lors de l'admission dans ces filières, ce qui assure une bonne diffusion du signal dès lors que le marché du travail est fermé.
- 8 Au-delà des questions concernant l'accès au marché du travail, la professionnalisation de l'enseignement supérieur peut aussi être appréhendée comme un vecteur d'égalité des chances pour les étudiants d'origine modeste. L'enseignement secondaire professionnel, beaucoup moins sélectif, a pour objectif plus ou moins explicite de favoriser l'accès à la formation pour des publics qui auraient moins de chances de réussite dans l'enseignement général. Duru-Bellat et Kieffer (2008) montrent que la massification de l'enseignement supérieur a facilité les poursuites d'études pour les jeunes bacheliers de familles socialement modestes, mais seulement dans certaines filières, les formations professionnelles courtes de l'enseignement supérieur. Les sections de techniciens supérieurs ont joué un rôle pivot dans ce mouvement (Orange, 2011), en constituant une offre de proximité et la clé d'entrée privilégiée vers des études supérieures pour les bacheliers d'origine populaire, les bacheliers technologiques et professionnels. L'intérêt des étudiants pour certaines filières professionnelles peut résulter des différentes formes de sélection dans le système éducatif, mais aussi des comportements d'autosélection des étudiants en fonction de leurs chances de réussite et des débouchés professionnels (Duru & Mingat, 1988 ; Landrier & Nakhili, 2010). Dans ce cadre, les filières professionnelles présentent une garantie d'accès plus rapide à l'emploi avec des taux de réussite au diplôme en général plus élevés dès lors que les jeunes sont sélectionnés pour ces formations. Elles permettent une poursuite d'études plus progressive même si ces aspirations scolaires sont parfois découragées dans certaines filières. De plus, la professionnalisation apporte un capital social pour ceux qui n'en possèdent pas ou peu, par le biais des stages et des intervenants professionnels. En fait, ces enseignements apportent aux jeunes des réseaux et des liens sociaux qui peuvent jouer un rôle lors de la recherche d'emploi et se substituer à d'autres signaux sur le marché du travail (Larquier & Rieucan, 2010)³. Une des questions est cependant de savoir si ce processus de sélection à l'entrée des études professionnelles à l'université et la possibilité de mobiliser des réseaux sont profitables aux jeunes issus des milieux les plus modestes en matière d'origine sociale. Giret et Issehnane (2012) soulignent ainsi que la qualité des stages dans l'enseignement supérieur, déterminante pour le devenir professionnel, est très

inégalitaire socialement : les stages les plus favorables pour l'insertion professionnelle se trouvent plus fréquemment dans les filières les plus inégalitaires socialement.

- 9 Au total, ces différentes recherches montrent que si le lien entre professionnalisation et insertion est fréquemment postulé, notamment par ceux qui défendent une politique de montée en puissance de filières professionnelles, son avantage réel sur le marché du travail est à relativiser ou à questionner. Si l'on veut tenter d'évaluer son impact, notamment en temps de crise où la professionnalisation est censée avoir un effet protecteur, il est particulièrement important de tenir compte de la diversité des filières professionnelles et de l'hétérogénéité des publics étudiants.

Méthode

- 10 Notre objectif dans la partie empirique de notre recherche sera de comparer les performances, sur le marché du travail, d'anciens étudiants issus de filières professionnelles et académiques de l'enseignement supérieur, sous l'angle de l'insertion, des effets de la crise économique et de la mobilité sociale. Pour le réaliser, nous avons mobilisé un matériau statistique unique en France, les *enquêtes Génération* menées auprès des jeunes trois ans après leur sortie de formation par le Centre d'études et de recherches sur les qualifications (Céreq).

Un dispositif national pour étudier les premiers pas dans la vie active

- 11 À la fin des années quatre-vingt-dix, le Céreq a mis en place un dispositif d'enquêtes qui permet d'étudier la transition de l'école à l'emploi. Tous les trois ans, le Céreq interroge un échantillon représentatif de l'ensemble des jeunes quittant le système éducatif la même année, d'où le terme de Génération. Des non-diplômés aux doctorants, tous les niveaux sont concernés, dans toutes les spécialités de formation suivie par voie scolaire ou en apprentissage. L'interrogation se fait sur les trois premières années de vie active, recul nécessaire à l'étude des parcours des jeunes sur le marché du travail. Les jeunes reconstituent mois par mois leur situation (emploi, chômage, formation, inactivité...), donnent des informations précises sur les métiers exercés (contrat, temps de travail, statut, salaire, entreprise...), expriment leurs opinions quant à leur situation actuelle, leurs expériences et perspectives professionnelles, leur motif d'arrêt des études... L'enquête permet de comparer les conditions d'insertion en fonction de la formation initiale et de diverses caractéristiques individuelles telles que le genre, l'origine sociale ou l'origine nationale. L'interrogation est réalisée par téléphone avec saisie informatique simultanée des réponses et dure en moyenne vingt minutes.
- 12 La population qui nous intéresse ici est celle des diplômés sortants de l'enseignement supérieur : 8 286 jeunes pour la génération 2001, 15 404 pour la génération 2004, 13 976 pour la génération 2007, soit 37 666 diplômés représentatifs des sortants du système éducatif supérieur. L'âge moyen de fin d'études est de 23 ans, allant de 21 ans à la sortie de BTS à 28 ans pour les titulaires de doctorat. L'origine sociale des étudiants des filières professionnelles est plus modeste : moins du quart ont un père cadre, pour plus de la moitié des diplômés des grandes écoles ou des titulaires de doctorat. Les jeunes femmes sont majoritaires (56 %), pour autant, la répartition sexuée et différenciée persiste selon

les filières et les spécialités. Elles représentent 37 % des diplômés des grandes écoles, 87 % des diplômés des écoles paramédicales et sociales, et 42 % des licenciés professionnels, avec toujours une polarisation dans les spécialités tertiaires ou de services. La part des jeunes dont les parents sont étrangers est proche de 10 %.

- 13 Ces trois enquêtes vont être mobilisées pour suivre l'évolution des conditions d'insertion des jeunes diplômés en fonction de la conjoncture économique. En effet, depuis le début des années 2000, les différentes cohortes de sortants du système scolaire et universitaire ont connu des variations conjoncturelles assez distinctes. Les jeunes entrés en 2001 sur un marché du travail plutôt favorable ont été confrontés à des perturbations importantes à partir de 2003. Les jeunes, qui ont terminé leurs études en 2004, ont trouvé un contexte économique plus difficile durant les deux premières années de vie active, et la situation s'est ensuite améliorée à la fin 2006. *A contrario*, les sortants de 2007 ont -bénéficié de la reprise économique jusqu'à l'été 2008, puis ont subi les impacts liés à la crise internationale, l'économie française enregistrant un recul de l'emploi record en 2009.

Des estimations pour comparer

- 14 Nous nous proposons dans un premier temps de nous focaliser sur le niveau licence, les données du Céreq présentant l'intérêt de comparer pour la première fois trois cohortes de sortants de licence professionnelle depuis leur création⁴. Leur devenir professionnel est notamment confronté à celui des titulaires de licences générales, qui constituaient les seuls diplômes au niveau licence jusqu'aux années 2000 et qui représentent encore les flux de sortants les plus élevés au niveau bac + 3.
- 15 Dans un deuxième temps, nous présentons une série d'estimations économétriques « toutes choses égales par ailleurs » afin de comparer les conditions d'insertion des sortants de licence professionnelle à celles des autres diplômés de l'enseignement supérieur, issus de filières générales et professionnelles. Nous prenons la situation des jeunes au moment de l'enquête, trois ans après l'obtention du diplôme, de façon à les observer à un moment plus stabilisé de leur trajectoire d'insertion. La probabilité d'être en emploi, celle d'accéder à un emploi à durée illimitée (en contrat à durée indéterminée, fonctionnaire ou indépendant), puis la probabilité d'être embauché sur un poste de cadre supérieur sont estimées en contrôlant les caractéristiques des jeunes (origines sociales et culturelles, sexe, diplôme, spécialité)⁵. Afin de prendre en compte les effets de conjoncture économique, notre échantillon comprend les trois cohortes de diplômés du supérieur sortis en 2001, 2004 et en 2007, interrogés trois ans après la fin des études.
- 16 Les enquêtes du Céreq permettent d'appréhender les effets de conjoncture en étudiant au même moment l'ensemble des jeunes entrant sur le marché du -travail. Pour contrôler plus sévèrement les conséquences du retournement conjoncturel, un effet d'interaction a été introduit entre chaque diplôme et la sortie sur le marché du travail en 2007. Ainsi, en plus de l'effet direct du diplôme, l'effet d'interaction permet de tester la résistance plus ou moins forte d'un diplôme à la dégradation de la conjoncture après 2007. Une variable croisée a été ajoutée pour tous les individus en fonction de leur diplôme et de l'appartenance à la cohorte 2007. Des méthodes statistiques plus complexes peuvent cependant être utilisées dans le cas de modèles dichotomiques⁶. Nous nous limiterons à présenter les principaux résultats de la simple introduction des effets croisés en mentionnant également les différences avec les résultats de la méthode proposée par Williams (2009).

- 17 Dans un troisième temps, une variable de mobilité sociale a été créée pour l'enquête de la génération 2007. Le principe général de notre analyse est d'assigner une mobilité à chaque individu en comparant la catégorie socioprofessionnelle du père⁷ et l'emploi occupé par le jeune trois années après sa sortie du système éducatif. Par exemple, un diplômé embauché comme cadre et dont le père est employé aura une mobilité ascendante. Même si la mobilité sociale n'est appréhendée qu'à court terme dans la trajectoire professionnelle des jeunes, elle permet de saisir les effets plus ou moins favorables de chaque diplôme. Une variable à trois modalités est ainsi créée (mobilité descendante, mobilité ascendante, non-mobilité) au sein de notre population. Comme précédemment, une estimation toutes choses égales par ailleurs permet de tenir compte des variables susceptibles d'affecter les effets observés avec un modèle probit ordonné.

Résultats

Situations après une licence professionnelle

- 18 Les résultats des trois enquêtes réalisées à trois ans d'intervalle montrent des modalités d'insertion plutôt favorables pour les diplômés de licence professionnelle : ils ont toujours tendance à trouver un emploi plus rapidement et sont mieux rémunérés au regard des titulaires d'une licence générale (tableau 1). De plus, trois ans après avoir quitté l'enseignement supérieur, le taux d'emploi des premiers varie entre 90 % et 86 %, contre un peu moins de 80 % chez les seconds. Près de 80 % des licenciés professionnels occupent un emploi à durée indéterminée, onze points de plus que les diplômés de licence générale quelle que soit la cohorte. La part des jeunes qui travaillent à temps partiel est très faible, y compris à l'issue des domaines de formation tertiaires. Quel que soit le contexte économique, leur indicateur de chômage demeure en dessous de 9 % au moment des enquêtes ; il est inférieur de trois à cinq points, même pour la génération 2004, si on le compare à celui des diplômés de licence générale entrés directement sur le marché du travail.

Type de postes obtenus

- 19 Toutefois, les diplômés de licence professionnelle occupent en majorité des professions intermédiaires. La part des postes de cadre supérieur reste en dessous de 20 % pour les différentes cohortes. Au fil des années, ce chiffre se rapproche de celui des diplômés de licence générale même si le type d'employeur est radicalement différent. Alors que ces derniers trouvent généralement un emploi dans le secteur public, principalement l'éducation (près de 50 % en 2010 et 62 % en 2007), seulement 10 % des diplômés de licence professionnelle sont recrutés dans le secteur public. Ces différences de secteur d'embauche se traduisent aussi par des écarts de salaire au profit des diplômés de licence professionnelle (de l'ordre de 120 € mensuel pour les jeunes sortis en 2010). Cet avantage salarial serait en grande partie le résultat d'un effet de sélection en amont pour accéder aux licences professionnelles (Lemistre, 2012).

Une hiérarchie des diplômes

- 20 Se restreignant à la dernière génération enquêtée, le tableau 2 compare la situation des diplômés de licence professionnelle à celle de l'ensemble des diplômés de l'enseignement supérieur en 2007. Quel que soit l'indicateur retenu, il souligne d'abord l'avantage des diplômés de licence professionnelle par rapport aux titulaires de BTS ou de DUT (diplôme universitaire de technologie) qui semblent avoir plus souffert de la conjoncture économique. En revanche, leurs conditions d'insertion demeurent nettement inférieures à celles des filières professionnelles courtes préparant aux professions paramédicales (infirmier, ergothérapeute...) et sociales (assistant de service social, éducateur...), qui ont des débuts de parcours particulièrement favorables avec un taux d'emploi de 98 %, malgré le contexte économique. L'existence du *numerus clausus* dans ces écoles et le fait que le diplôme constitue une condition nécessaire à l'exercice de la profession leur permettent de conserver une position privilégiée sur le marché du travail. Comparés aux sortants des filières universitaires de niveau master, les diplômés de licence professionnelle bénéficient en général d'une meilleure stabilisation, mais ils occupent des postes moins qualifiés et moins rémunérés. La hiérarchie des salaires reproduit globalement celle des diplômes du supérieur, avec un salaire mensuel médian de 1 680 euros en 2010, et en haut de l'échelle 2 250 euros pour les sortants de grandes écoles. Les diplômés des spécialités industrielles ou scientifiques perçoivent des rémunérations plus élevées que leurs homologues diplômés de spécialités tertiaires ou de lettres, droit, sciences humaines.

Tableau 1

Situation professionnelle de trois cohortes de diplômés de licence trois ans après leur sortie de formation

	Taux d'emploi	Taux de chômage	Part de cadre supérieur	Part d'emploi stable	Salaire médian net	Contexte économique	Effectifs sortants
Diplômés 2007						Favorable puis	
Licence professionnelle	88 %	8 %	19 %	78 %	1 624 €	très difficile dès	21 600
Licence générale	75 %	13 %	18 %	68 %	1 500 €	l'été 2008	40 300
Diplômés 2004						Difficile jusque	
Licence professionnelle	90 %	6 %	13 %	81 %	1 500 €	fin 2006 puis	12 800
Licence générale	82 %	7 %	16 %	70 %	1 420 €	favorable	38 200

Diplômés 2001							
Licence professionnelle	86 %	9 %	17 %	78 %	1 380	Favorable jusqu'en	2 200
Licence générale	79 %	12 %	22 %	67 %	1 300	2003 puis difficile	44 400

- 21 Source : Céreq, enquêtes Génération auprès des diplômés de 2001 interrogés en 2004, des diplômés de 2004 interrogés en 2007, des diplômés de 2007 interrogés en 2010.

Table 1

- 22 Professional situation of three cohorts of Bachelors three years after graduationÀ caractéristiques sociales et individuelles équivalentes, les résultats des différentes estimations plaident pour des effets nuancés de la professionnalisation (tableau 3). Du côté de l'accès à l'emploi et d'une stabilisation rapide, sortir d'une formation professionnelle constitue en général un avantage par rapport à la situation de référence (le niveau master 1 généraliste). Les chances d'être embauchés sont plus élevées après un BTS, une école spécialisée de la santé et du social, et surtout, à la sortie d'une licence professionnelle. Ces deux dernières filières garantissent aussi des recrutements à durée illimitée. En revanche, leur probabilité d'être cadre est nettement inférieure à celle des diplômés de master 2 ou de master 1 quelle que soit leur formation. Au niveau bac + 5, si l'on fait abstraction des sortants des écoles de commerce et d'ingénieur qui connaissent les meilleures conditions d'insertion, les perspectives d'emploi et de stabilisation des titulaires de master 2 professionnel sont assez proches de celles des licenciés professionnels et nettement meilleures que pour les diplômés d'un master recherche et d'une licence générale. L'obtention d'un poste de cadre reste fortement structurée par le niveau d'éducation (cf. modèle 3) : les professions de cadres supérieurs sont réservées aux diplômés des grandes écoles, d'un doctorat ou d'un master 2.

Des disparités persistantes

- 23 D'autres variables liées aux caractéristiques individuelles et socioculturelles affectent aussi les modalités d'insertion des jeunes. Les femmes sont en moyenne plus diplômées que les hommes, et cette meilleure réussite devrait leur permettre un accès plus fréquent à des professions plus prestigieuses. Or, à diplôme égal, elles trouvent moins souvent un emploi stable et un poste de cadre (tableau 3). L'élévation du niveau d'éducation n'a pas contrarié la tendance à la division sexuée dans les domaines de la formation et de l'emploi.

Tableau 2

Indicateurs d'insertion en 2010 des jeunes selon le diplôme d'enseignement supérieur

	BTS	DUT	Santé social	Licence pro	Licence générale	Bac + 4 pro	Master 1 général	Grandes écoles	Master 2 pro	Master 2 recherche	Doctorat hors santé
Taux d'emploi	85 %	80 %	98 %	88%	75%	92 %	80 %	90 %	86%	81%	88%
Taux de chômage	11%	14 %	1%	8%	13 %	6 %	11%	8%	11 %	12 %	10 %
Part de cadre supérieur	8 %	14%	0%	19 %	18 %	44 %	45%	75%	52%	53%	81%
Part de profession intermédiaire	48%	62%	98 %	59 %	58%	36%	43%	22%	38%	36%	18 %
Part d'emploi stable	67 %	67 %	72%	78 %	68%	68%	68%	88%	72 %	65%	66 %
Part de temps partiel	7 %	7 %	8 %	3 %	19 %	11 %	11 %	1 %	6 %	12 %	10 %
Salaire net médian en euros	1400	1500	1625	1624	1500	1842	1 649	2250	1 900	1 845	2187
Accès au 1 ^{er} emploi en mois	2.6	2.8	.7	2.1	2.7	1.8	3.3	2.6	2.3	3.3	2.3
Nombre de mois au chômage	4.3	4.5	.6	3.8	3.1	4.0	3.9	3.0	4.2	4.8	4.2
Effectifs sortants	71 600	14500	24 300	21600	40 300	8 700	16 200	40 100	38 200	9300	11400

Source : Céreq, enquête Génération auprès des diplômés de 2007 interrogés en 2010

Table 2

Main employability indicators in 2010 by university degree

- 24 La probabilité d'être cadre est plus importante pour les jeunes dont le capital social est élevé, alors que la catégorie socioprofessionnelle du père n'a pas d'effet sur l'obtention d'un emploi, voire un emploi à durée indéterminée. On peut supposer une exigence ou une stratégie d'attente plus élevée pour des postes qualifiés et des réseaux sociaux familiaux plus importants du côté des enfants de cadre. En revanche, avoir des parents nés à l'étranger représente, toutes choses égales par ailleurs, un désavantage sur le marché du travail soulignant leurs difficultés d'insertion qui risquent de s'accroître dans un contexte de dégradation économique.

Des effets liés à la crise

- 25 Les jeunes sont également confrontés à un marché régional du travail qui structure leurs chances d'obtention d'un emploi puis de stabilisation, mais ne semble pas influencer l'accès au statut de cadre (tableau 3). Les débuts de parcours de la génération 2007 sont plus difficiles, au regard des sortants en 2004 et en 2001 qui ont plus de chances de trouver un emploi, d'être embauchés sur un poste stable et de devenir cadres.
- 26 Pour contrôler plus sévèrement les conséquences du retournement conjoncturel, un effet d'interaction a été introduit entre chaque diplôme et la sortie sur le marché du travail en 2007. Les résultats présentés montrent que ces effets sont très peu significatifs (voir tableau 4, colonne 1) : pour l'accès à l'emploi, seuls les diplômés professionnels au niveau bac + 4^{es}, ainsi que ceux de la santé et du social au niveau bac + 2 souffrent moins des difficultés économiques. Il s'agit en général de formations professionnelles à faibles effectifs sur des créneaux assez spécialisés. Les diplômés de doctorat paraissent aussi

moins pâtir de la détérioration économique, ce qui peut s'expliquer par l'importance des débouchés dans le secteur public qui les protège au moins partiellement des retournements conjoncturels. Les titulaires de DUT et de master professionnel subissent en revanche un peu plus l'effet de la crise, en accédant moins fréquemment à des emplois à durée illimitée (colonne 2). *A contrario*, les diplômés des grandes écoles sont moins touchés par cette précarité des emplois. Enfin, l'accès au statut de cadre (colonne 3) paraît encore plus difficile pour les diplômés de licence générale ainsi que pour la majorité des diplômés aux niveaux bac + 5 et doctorat⁹. Seuls, les diplômés de bac + 4 professionnels résistent mieux sur ce marché du travail perturbé. Au total, ces différents résultats ne permettent pas d'établir une meilleure protection des filières professionnelles en période de crise (après 2007), même si globalement, sur les trois cohortes, ces filières garantissent plus fréquemment l'obtention d'un emploi à durée indéterminée.

Tableau 3

Probabilités d'être en emploi, d'obtenir un emploi stable et un poste de cadre pour les trois cohortes (modèles logit)

		Modèle 1 Emploi à 3 ans		Modèle 2 Emploi à durée illimitée		Modèle 3 Cadre supérieur	
Taux de chômage régional au moment de la sortie		- 4.967***	(- 4.19)	- 1.332*	(- 1.70)	- 1.581	(- 1.43)
Femme (Réf.) / homme		.152***	(4.26)	.0811***	(3.36)	.478***	(15.56)
Profession du père : autre (réf.) / cadre		- .0394	(- 1.02)	.00471	(.18)	.241***	(7.31)
Parents nés en France (Réf.) / parents nés à l'étranger		- .457***	(- 8.45)	- .242***	(- 5.98)	.0449	(.84)
Diplôme: master 1 général / maîtrise (réf.)							
BTS		.189***	(2.60)	- .0224	(.42)	- 2.049***	(- 26.32)
DUT		- .00223	(- 0.03)	- .0408	(- .62)	- 1.319***	(- 14.49)
Formations santé / social bac + 2		1.844***	(20.13)	.494***	(9.41)	- 4.444***	(- 24.81)
Licence générale		- .109	(- 1.53)	- .122**	(- 2.27)	- .803***	(- 12.67)
Licence professionnelle		.394***	(4.24)	.407***	(6.20)	- 1.003***	(- 12.66)
Bac + 4 professionnel		- .00630	(- 0.06)	.127*	(1.70)	.166**	(- 2.06)

Grandes écoles	.901***	(9.27)	1.106***	(16.32)	1.618***	(24.44)
Master 2 recherche	.00320	(.03)	-.0671	(-.92)	.714***	(9.44)
Master 2 professionnel	.418***	(5.21)	.229***	(3.99)	.881***	(14.64)
Doctorat hors santé	.291***	(3.71)	.0407	(.72)	1.882***	(30.10)
Spécialités de formation : autre (réf.) /industrielles	.0117	(.32)	.0339	(1.36)	.0361	(1.11)
Diplômés en 2007 (réf.) en 2001	.275***	(5.67)	.164***	(5.26)	.393***	(9.05)
Diplômés en 2007 (réf.) / en 2004	.257***	(6.44)	.120***	(4.43)	.202***	(5.61)
Constante	1.886***	(16.30)	.354***	(4.45)	- 1.180***	(- 11.35)
Log Vraisemblance	- 12 225.359		- 23 319.681		- 13 879.457	
Pseudo-R2	.0483		.0195		.3479	

27 Note. * $p < .10$, ** $p < .05$, *** $p < .01$.

28 Source : Céreq, enquêtes Génération auprès des diplômés de 2001 interrogés en 2004, des diplômés de 2004 interrogés en 2007, des diplômés de 2007 interrogés en 2010 (N = 36 284).

29 Lecture : par rapport à un diplômé de master 1, un diplômé de licence professionnelle a une plus forte probabilité d'être en emploi stable et une plus faible probabilité d'occuper un poste de cadre supérieur, toutes choses égales par ailleurs.

Table 3

Probability of being employed, of getting a stable job and a manager/professional occupation for the three cohorts (logit models)

Une mobilité sociale ascendante

30 L'accès à l'enseignement professionnel supérieur est souvent considéré comme un moyen de favoriser les poursuites d'études supérieures pour des étudiants d'origine modeste. Si nos premiers résultats montrent que les diplômés de filière professionnelle offrent de meilleures conditions d'insertion, permettent-ils aux jeunes issus des milieux populaires de bénéficier d'une mobilité ascendante ? Une variable à trois modalités a été créée en croisant la profession des jeunes et celle de leur père pour la dernière génération enquêtée (tableau 5). Quarante-trois pour cent des diplômés de l'enseignement supérieur ne connaissent pas de mobilité, 18 % ont une mobilité descendante, et 39 % des jeunes obtiennent une mobilité ascendante au sein de notre population. La situation des diplômés de licence professionnelle est assez proche de la moyenne pour la mobilité ascendante (38 %), toutefois ils connaissent davantage une mobilité descendante (22 % contre 18 % de l'ensemble de sortants de l'enseignement supérieur).

Tableau 4

Effet d'interaction sur les probabilités d'être en emploi, d'obtenir un emploi stable et un poste de cadre en 2010

	Modèle 1 Emploi à 3 ans		Modèle 2 Emploi à durée illimitée		Modèle 3 Cadre supérieur	
Master 1 général/maîtrise (réf.)						
Licence professionnelle × G2007	.131	(.69)	-.0258	(- .19)	.0592	(.36)
BTS × G2007	.0283	(.19)	-.0455	(- .41)	.257	(1.61)
DUT × G2007	-.105	(- .59)	-.287**	(- 2.12)	.195	(1.05)
Licence générale × G2007	-.101	(- .69)	-.155	(- 1.38)	-.333**	(- 2.50)
Bac + 4 professionnel × G2007	.532*	(1.90)	-.155	(- .77)	.367*	(1.76)
Grandes écoles × G2007	.296	(1.51)	-.543***	(3.85)	-.329**	(- 2.43)
Master 2 recherche × G2007	.216	(1.04)	-.256	(- 1.63)	-.364**	(- 2.23)
Master 2 professionnel × G2007	-.189	(- 1.14)	-.222*	(- 1.86)	-.652***	(- 5.22)
Doctorat hors santé × G2007	.471***	(2.85)	.0811	(.68)	-.292**	(- 2.22)
Bac + 2 santé, social × G2007	.360*	(1.90)	.192*	(1.76)	-.516	(1.43)

31 Seuls sont présentés les effets d'interaction, les autres variables non présentées dans ce modèle sont les mêmes que dans le tableau 3.

32 Note. * $p < .10$, ** $p < .05$, *** $p < .01$.

Source : Céreq, enquête Génération auprès des diplômés de 2007 interrogés en 2010 (N = 36 284).

Lecture : par rapport à un diplômé de master 1, un diplômé d'une grande école a une plus forte probabilité d'être en emploi stable et une plus faible probabilité d'occuper un poste de cadre supérieur, du fait de la crise.

Table 4

Interaction effect on the probability of being employed, getting a stable job and a manager/ professional occupation in 2010

33 Comme précédemment, une estimation permet de tenir compte des variables susceptibles d'affecter les effets bruts observés dans le tableau précédent, toutes choses égales par ailleurs. La variable de mobilité prenant trois modalités, un modèle probit ordonné est choisi. Les résultats indiquent tout d'abord que la mobilité sociale est fortement dépendante du diplôme obtenu (tableau 6). Cependant, à niveau de diplôme équivalent, elle joue le plus souvent pour les diplômés de formation professionnelle. Au niveau bac + 3 et au-delà, seuls les diplômés des grandes écoles, de masters professionnels et

doctorats bénéficient d'une mobilité sociale ascendante. Au niveau bac + 3, la licence professionnelle ne se démarque pas de la licence générale et ne permet pas d'obtenir une mobilité ascendante. Au niveau bac + 2, les sortants des écoles spécialisées paramédicales et sociales ont une plus forte probabilité d'avoir une mobilité ascendante ; *a contrario*, les titulaires de BTS ont moins de chances de connaître ce type de mobilité. Le résultat peut surprendre, mais traduit, en fait, la difficulté des diplômés de bac + 2 à exercer des professions de cadres, ou même de techniciens, dans les années qui suivent leur sortie du système éducatif, notamment à l'issue des spécialités tertiaires. D'origine sociale plus modeste, ces jeunes accèdent plus facilement à l'emploi, mais ne peuvent pas atteindre des catégories sociales plus élevées que leur père. Le constat est presque identique pour les diplômés de licence professionnelle qui peinent, comme on l'a vu, à devenir cadres. Inversement, l'accès majoritaire à la fonction cadre des diplômés de niveau bac + 5 permet aux jeunes des catégories modestes, pourtant moins nombreux, de connaître une mobilité ascendante plus fréquente.

Tableau 5

Mobilité sociale en 2010 selon le diplôme en %

	Mobilité descendante	Pas de mobilité	Mobilité ascendante
DEUG, DEUST	10	57	33
BTS	21	46	33
DUT	15	45	40
Santé, social	25	18	57
Licence générale	20	43	37
Licence professionnelle	22	40	38
Master 1 général (maîtrise)	11	48	41
Bac + 4 professionnel	21	51	28
Master 2 recherche	15	47	38
Master 2 professionnel	14	44	42
Grandes écoles	9	55	36
Doctorat	8	54	38
Total	18	43	39

34 Source : Céreq, enquête Génération auprès des diplômés de 2007 interrogés en 2010 (N = 12 147).

- 35 Lecture : parmi les diplômés de licence professionnelle, 43 % ne connaissent pas de mobilité, 18 % ont une mobilité descendante, et 39 % obtiennent une mobilité ascendante.

Table 5

Social mobility in 2010 by degree

- 36 La probabilité d'une mobilité ascendante est plus forte chez les jeunes dont les parents sont nés à l'étranger. En fait, ils sont issus pour la plupart de milieux ouvriers et employés. La poursuite des études jusqu'au baccalauréat et dans l'enseignement supérieur illustre une réussite des parcours scolaires des enfants d'origine immigrée : résultats ou conséquences de la démocratisation, mais aussi des fortes aspirations éducatives des familles immigrées (Brinbaum & Kieffer, 2009). Avoir des parents nés à l'étranger représente un désavantage sur le marché du travail en France pour trouver un emploi et se stabiliser. Cependant, trois ans après la fin des études, ces jeunes diplômés du supérieur occupent des positions sociales plus élevées que celles de leur père.
- 37 La mobilité ascendante est plus importante pour les femmes que pour les hommes : à caractéristiques individuelles comparables, elles accèdent davantage à des postes de niveaux supérieurs à ceux de leur père. En effet, 38 % des diplômées exerçant une profession intermédiaire ont un père ouvrier ou employé (35 % pour la population masculine). De même, 26 % des femmes cadres supérieures ou professeures ont un père ouvrier ou employé (23 % pour la population masculine). Le devenir social des anciennes étudiantes se démarque davantage de la position professionnelle de leur père. On peut suggérer une mobilisation dans la sphère éducative élevée des intéressées ou de fortes espérances, un accompagnement parental plus soutenu. Cet investissement est d'autant plus significatif que l'origine sociale des élèves est défavorisée (Terrail, 1992), et permet aux filles d'origine modeste diplômées du supérieur d'être professeures et d'exercer de nombreuses professions intermédiaires (infirmières, techniciennes...); ceci, en lien avec leur orientation massive vers les écoles paramédicales où la mobilité sociale est la plus forte, ces formations permettant dès l'obtention du diplôme d'exercer le métier appris et d'avoir la reconnaissance d'un statut précis. Ce résultat est à relativiser au vu des spécificités de leur formation, de leur transition professionnelle et d'un marché du travail moins favorable à l'égard de la population féminine. De plus, l'analyse est ici une esquisse de la mobilité sociale ; il conviendrait de comparer les situations sociales des jeunes et de leur père à la même période de leur cycle de vie, et il serait opportun d'y ajouter la profession de la mère, afin d'éclairer l'évolution des destinées féminines.

Conclusion

- 38 Cette recherche s'interrogeait sur l'effet des formations et notamment des formations professionnelles sur les conditions d'entrée des diplômés du supérieur sur le marché du travail en France. Nos résultats sont nuancés. Si, à niveau d'étude identique ou même légèrement inférieur, les filières professionnelles permettent à leurs diplômés une insertion professionnelle plus rapide et plus stable, elles ne garantissent pas cependant un accès plus facile aux emplois qualifiés et notamment aux métiers de cadres en dessous du master 2. Les diplômés de licence professionnelle semblent effectivement davantage protégés en période de crise. Pour autant, avec moins de 20 % d'embauches comme cadres supérieurs trois ans après la fin des études, ils n'ont pas plus de chances d'accéder à ces postes que les diplômés de licence générale. Globalement, nos résultats soulignent la

hiérarchisation persistante des niveaux de diplômes en matière d'accès aux emplois les plus qualifiés. Ainsi, seul le niveau master permet réellement aux jeunes de milieux modestes d'avoir une mobilité sociale ascendante.

- 39 Il faut souligner que les résultats présentés dans ce travail restent dépendants des données utilisées. Les enquêtes mobilisées, si elles présentent l'intérêt d'avoir un champ comparable, ne permettent pas d'avoir un recul suffisant pour observer les trajectoires à plus long terme. Il n'est pas impossible que les diplômés de filières générales rattrapent les diplômés des formations professionnelles, ce qui peut encore plus nuancer nos résultats. Si la professionnalisation modifie l'ordre des diplômés dans la file d'attente d'accès aux premiers emplois en reléguant au dernier rang les moins diplômés et les sortants de filières générales, l'acquisition des premières expériences professionnelles sur le marché du travail peut constituer un facteur de rattrapage pour ces derniers qui peuvent bénéficier de perspectives de mobilités professionnelles, horizontales ou verticales, en début de carrière. L'adéquationnisme de certaines formations professionnelles profilées pour un secteur ou un emploi spécifique pourrait éventuellement réduire la mobilité de leurs diplômés. La réinterrogation par le Céreq des diplômés de la génération 2004, sept ans après leur sortie de l'enseignement supérieur, peut donner sur ce point quelques éléments de réponse.
- 40 Se pose également la question des liens entre orientation et professionnalisation des filières dans l'enseignement supérieur, notamment au sein des universités. Comme le soulignent Erlich et Verley (2010), l'inflation professionnalisante tente de répondre à deux objectifs en partie contradictoires, adapter l'université à de nouveaux publics et préparer les étudiants à leur insertion professionnelle. Or, elles montrent que sous l'effet de la crise économique et des réformes successives, une majorité de formations professionnalisantes accueillent des publics de plus en plus sélectionnés scolairement et socialement. La pression du marché de l'emploi semble de plus en plus conduire à des comportements stratégiques, ce que note également Paivandi (2011) pour les néobacheliers : si les étudiants s'adaptent toujours à l'offre de formation en fonction de leur rapport aux études, ils semblent de plus en plus motivés par l'efficacité des savoirs disciplinaires et la pertinence des filières universitaires par rapport au marché du travail au détriment d'un intérêt intellectuel pour les études. La filière professionnelle permet de diminuer les risques sur le marché du travail tout en ménageant très souvent la possibilité d'une poursuite d'études, parfois dans des filières beaucoup plus générales. Paradoxalement, la montée en puissance de la professionnalisation n'induit pas forcément une orientation guidée par des projets professionnels précis ; l'objectif prioritaire étant d'avoir un emploi correspondant si possible à son niveau de diplôme et non un métier. Il est cependant nécessaire de distinguer les formations non terminales et les formations terminales, au niveau master notamment, qui semblent plus relever d'une logique de projet, même si elles s'inspirent des expériences acquises lors des formations antérieures et des interactions entre étudiants (Bart & Fournet, 2010).
- 41 On peut s'interroger sur les conséquences d'une aggravation des difficultés d'insertion sur les stratégies des diplômés. D'une part, l'effet protecteur de la licence professionnelle contre le chômage et la précarité peut-il persister si les diplômés de niveau bac + 5 se trouvent contraints d'accepter plus souvent des situations de déclassement et de concurrencer ainsi les diplômés de licence professionnelle. D'autre part, il convient d'envisager les risques d'une augmentation de la poursuite d'études, notamment dans un contexte de crise économique et de baisse des coûts d'opportunités. En réponse aux

demandes sociales des étudiants et du monde économique, les licences professionnelles recomposent et modifient les orientations et les cursus des étudiants, par le biais des modalités de sélection. La création des licences professionnelles a entraîné et consolidé un accroissement de la poursuite d'études pour les titulaires d'un BTS et d'un DUT, ce qui semble une stratégie d'orientation rationnelle lorsque l'on compare la qualité de l'insertion au niveau bac + 2 et au niveau licence professionnelle. Cette année d'études supplémentaire, dont l'accès est difficile, est profitable. Cependant, si cet avantage résulte d'une logique de signal, on peut s'interroger sur les effets sur le marché du travail d'une augmentation plus importante du nombre de diplômés de ces licences professionnelles. Ainsi, la pression de poursuites d'études des jeunes ne risque-t-elle pas de se transposer et de s'accélérer après une licence professionnelle, notamment en période de récession économique, même si elles sont, pour l'instant, fortement découragées du fait du système d'évaluation des licences professionnelles.

BIBLIOGRAPHIE

- Agulhon, C. (2007). La professionnalisation à l'université, une réponse à la demande sociale ? *Recherche et formation*, 54, 11-27.
- Agulhon, C., Convert, B., Jakubowski, S. & Gugenheim, F. (2012). *La professionnalisation : pour une université « utile »* ? Paris : L'Harmattan.
- Bart, D. & Fournet, M. (2010). Le projet professionnel et personnel des étudiants, assise de leur professionnalisation ? *Revue internationale de pédagogie de l'enseignement supérieur*, 26(1), URL : <http://ripes.revues.org/314> (consulté le 02 janvier 2014).
- Béduwé, C. & Vincens, J. (2011). L'indice de concentration : une clé pour analyser l'insertion professionnelle et évaluer les formations. *Formation Emploi*, 114, 5-24.
- Brinbaum, Y. & Kieffer, A. (2009). Les scolarités des enfants d'immigrés de la sixième au baccalauréat : différenciation et polarisation des parcours. *Population*, 64(3), 561-609.
- Calmand, J. & Epiphane, D. (2012). L'insertion professionnelle après des études supérieures : des diplômés plus égaux que d'autres... *Formation Emploi*, 117, 11-28.
- Dupeyrat, G. (2001, septembre). Les formations professionnelles supérieures (Rapport à M. le ministre délégué à l'Enseignement professionnel, ministère de l'Enseignement supérieur).
- Dupray, A. (2001). The signalling power of education by size of firm and the long-term effects on workers' careers. *International Journal of Manpower*, 22(1/2), 13-38.
- Duru-Bellat, M. & Kieffer, A. (2008). Du baccalauréat à l'enseignement supérieur en France : déplacement et recomposition des inégalités. *Population*, 63(1), 123-157.
- Duru, M. & Mingat, A. (1988). Les disparités de carrière individuelles à l'université. *L'année sociologique*, 38, 309-340.
- Erllich, V., & Verley, E. (2010). Une relecture sociologique des parcours des étudiants français : entre segmentation et professionnalisation. *Éducation et sociétés*, 26(2), 71-88.

- Gendron, B. (2004). Les diplômés d'un BTS ou d'un DUT et la poursuite d'études : une analyse économique. Paris : Publications de la Sorbonne.
- Giret, J.-F. & Issehnane, S. (2012). L'effet de la qualité des stages sur l'insertion professionnelle des diplômés de l'enseignement supérieur. *Formation Emploi*, 117, 29-47.
- Giret, J.-F. & Moullet, S. (2005). L'adéquation formation-emploi après les filières professionnelles de l'enseignement supérieur. In J.-F. Giret, A. Lopez & J. Rosé (dir.), *Quelles formations pour quels emplois ?* (pp. 111-125). Paris : Éditions La Découverte.
- Giret, J.-F. & Moullet S. (2008). Une analyse de la professionnalisation de l'enseignement supérieur à partir de l'insertion de leurs diplômés. *Net-Doc*, 3. Marseille : Céreq.
- Goulard, F. (2007, mai). L'enseignement supérieur en France, état des lieux et propositions (rapport établi sous la direction du ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche).
- Hetzel, P. (2006, octobre). De l'université à l'emploi (rapport au Premier ministre).
- Joseph, O., Lopez A., & Ryck F. (2008). Génération 2004, des jeunes pénalisés par la conjoncture. *Bref*, 248.
- Landrier, S., & Nakhili, N. (2010). Comment l'orientation contribue aux inégalités de parcours scolaires en France. *Formation Emploi*, 109, 23-36.
- Larquier, G. de, & Rieucan, G. (2010). Trouver ou créer son emploi : compter sur soi, sur autrui ou sur les institutions ? *Travail et emploi*, 124, 43-55.
- Lemistre, P. (2003). Dévalorisation des diplômes et accès au premier emploi. *Revue d'économie politique*, 113(1), 37-58.
- Lemistre, P. (2012). Sortir de L3 : l'accès au premier emploi. In I. Borras, D. Epiphane, P. Lemistre & G. Ryck (éds.). *Étudier en licence : parcours et insertion* (pp. 203-223). *Relief*, 36. Marseille : Céreq.
- Maillard, D., & Veneau, P. (2003). La licence professionnelle : une nouvelle acception de la professionnalisation au sein de l'Université ? In G. Férouzis (dir.). *Les mutations actuelles de l'Université* (pp. 341-359). Paris : Presses universitaires de France.
- Martinelli, D. (2001). Perspectives d'emploi pour les titulaires de DUT-BTS. In S. Erthul (dir.), *L'enseignement professionnel court post-baccalauréat* (pp. 177-205). Paris : Presses Universitaires de France.
- Orange, S. (2011). *L'autre supérieur. Aspirations et sens des limites des étudiants de BTS*. Thèse de sociologie, Université de Poitiers.
- Paivandi, S. (2011). La professionnalisation de l'université française : la perspective étudiante. *Cahiers de la recherche sur l'éducation et les savoirs*, 3, 167-186.
- Rose, J. (2008). La professionnalisation des études. Tendances, acteurs et formes concrètes. In Céreq (collectif). *Les chemins de la formation vers l'emploi, Première biennale formation-emploi-travail* (pp. 43-58). *Relief*, 25. Marseille : Céreq.
- Teichler, U. (2007). Careers of University Graduates, Views and Experiences in Comparative Perspectives, *Higher Education Dynamics*, 17. United Kingdom: Springer.
- Terrail, J.-P. (1992). Réussite scolaire : la mobilisation des filles, *Sociétés contemporaines*, 11, 53-89.
- Vergnies, J.-F. (1994). L'insertion professionnelle. Le moyen terme ne confirme pas toujours le court terme. *Économie et statistique*, 277-278, 63-74.

Williams, R. (2009). Using Heterogeneous Choice Models to Compare Logit and Probit Coefficients across Groups. *Sociological Methods & Research*, 37(4), 531-559.

Wittorski, R. (2012). La professionnalisation de l'offre de formation universitaire : quelques spécificités. *Revue internationale de la pédagogie de l'enseignement supérieur*, 28(1). URL : <http://ripes.revues.org/580>. (consulté le 22 septembre 2012).

NOTES

1. Cette évolution est néanmoins plus discutable actuellement avec l'universitarisation de certaines formations dans le domaine de la santé.
2. Dans de nombreuses disciplines, on constate d'ailleurs un rapprochement entre les masters professionnel et recherche, les premiers apparaissant souvent de plus en plus sélectifs par rapport aux seconds.
3. En effet, l'accès aux réseaux est un élément majeur pour trouver un emploi en France : le tiers des jeunes ont trouvé leur premier emploi grâce à leurs réseaux de relations et 10 % via leur établissement de formation (Joseph, Lopez & Ryck, 2008).
4. Dès la rentrée 2000 ont été mises en place 174 licences accueillant 4 400 étudiants.
5. Nous privilégions dans ce travail des indicateurs liés à l'insertion des jeunes diplômés et non pas à l'adéquation formation-emploi qui permettent notamment de questionner la cible professionnelle des différentes formations (voir e.g. Giret & Moullet, 2008 ou Béduvé & Vincens, 2011).
6. Dans le cas de modèles dichotomiques, il est possible de corriger les effets d'interaction lorsque l'on compare deux groupes ou deux cohortes différentes pour tenir compte de facteurs inobservés qui peuvent biaiser la comparaison. Cela a été également fait, bien que non présenté dans le texte, en utilisant une méthode proposée par Williams (2009).
7. L'enquête la plus récente de la génération 2007 ne donne pas d'information sur la catégorie sociale de la mère, mais seulement sur celle du père. Dans la suite de notre travail, l'origine sociale des jeunes est donc seulement appréhendée par la catégorie socioprofessionnelle de leur père (ou la dernière profession exercée s'il est retraité).
8. Le niveau bac + 4 regroupe les diplômes professionnels universitaires, maîtrises de sciences et techniques (MST), maîtrises de sciences de gestion (MSG) et non universitaires.
9. Les résultats reprenant la méthode de Williams (2009) pour corriger les effets croisés sont peu différents sauf pour l'accès au poste de cadre où la majorité des effets obtenus au niveau bac + 5 et doctorat deviennent non significatifs.

RÉSUMÉS

La professionnalisation des formations dans l'enseignement supérieur en France s'est développée ces dernières décennies avec pour objectif d'améliorer l'employabilité des jeunes diplômés dans un contexte de dégradation de leurs conditions d'insertion. À partir des trois dernières *enquêtes Génération* du Céreq, ce travail questionne la performance de ces filières professionnelles par rapport aux filières plus académiques de l'enseignement supérieur, en période de crise économique. Certaines formations, comme par exemple les licences professionnelles,

garantissent toujours de bonnes conditions d'insertion, pour autant les effets concernant la mobilité sociale en début de carrière, sont plus nuancés.

The vocationalisation of the higher education in France has been developed these last decades with the objective to improve the employability of the young graduates in a context of their worsening working conditions. Using the three Céreq's Generation surveys, this analysis focuses on the relative performance of these vocational programmes compared to the more academic ones of the higher education in a period of economical crisis. Our results show that certain courses, as for example the vocational bachelor diplomas, always guarantee good working conditions, the effects concerning the social mobility at the beginning of their career are more moderate.

INDEX

Keywords : insertion professionnelle des jeunes, enseignement supérieur, licence professionnelle, mobilité sociale, school to work transition, higher education, Bachelor graduates, social mobility, vocational integration

AUTEURS

JULIEN CALMAND

est Chargé d'études, Centre d'études et de recherches sur les qualifications·Thèmes de recherche : insertion des jeunes diplômés du supérieur, carrières et mobilité des docteurs. Contact : Centre d'études et de recherches sur les qualifications, 10 place de la Joliette, BP 21321, 13567 Marseille Cedex2. Courriel : calmand@cereq.fr

JEAN-FRANÇOIS GIRET

est Maître de conférences en sciences économiques, Directeur de l'IREDU/CNRS· Thèmes de recherche : insertion des jeunes, compétences et valorisation sur le marché du travail, rendements de l'éducation et discriminations sur le marché du travail, marché du travail des diplômés de l'enseignement supérieur. Contact : Université de Bourgogne, Esplanade Erasme, Pôle AAFE, BP 26513, 21065 Dijon. Courriel : jean-francois.giret@u-bourgogne.fr

CHRISTINE GUÉGNARD

est Chargée d'études, Institut de recherche sur l'éducation, Centre associé au Céreq. Thèmes de recherche : l'entrée des jeunes dans la vie active, l'évaluation des politiques de formation et d'emploi en termes d'égalité des chances, dont les parcours de formation et d'insertion des jeunes d'origine immigrée, les carrières dans l'hôtellerie. Contact : Institut de recherche sur l'éducation, Centre associé au Céreq, Université de Bourgogne, IREDU/CNRS, Esplanade Erasme, Pôle AAFE, BP 26513, 21065 Dijon. Courriel : christine.guegnard@u-bourgogne.fr